

**LA RECONNAISSANCE ET L'EXECUTION DES DECISIONS  
RENDUES DANS UNE PROCEDURE D'INSOLVABILITE  
(ART. 25 DU REGLEMENT DU 29 MAI 2000)**

*Jean-Luc Vallens*

*Magistrat, professeur associé  
Université Robert-Schuman (Strasbourg)*

L'article 25 du Règlement communautaire 1346/2000 du 29 mai 2000 régit la reconnaissance et l'exécution des décisions « relatives au déroulement et la clôture d'une procédure d'insolvabilité » rendues dans un des pays de l'Union européenne signataires du Règlement.

La reconnaissance prévue par l'article 25 n'est que l'application du principe de la reconnaissance de plein droit de la décision d'ouverture, prévue par l'article 16 du Règlement.

En revanche, l'exécution est soumise à des dispositions particulières renvoyant pour la délivrance de l'exequatur aux dispositions de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.

### **1. QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR DECISION ?**

Par hypothèse, ce terme ne concerne pas le jugement d'ouverture, dont la reconnaissance et l'effectivité sont établies par les articles 16 et 17 du Règlement, de manière différente selon que la procédure ouverte est une procédure principale ou une procédure territoriale : on rappellera simplement que seule la procédure principale, qui a été ouverte au centre des intérêts principaux du débiteur, est universelle, c'est-à-dire qu'elle produit ses effets dans tous les autres Etats membres, alors que la procédure territoriale ne produit d'effets que sur les biens situés sur le territoire de l'Etat où la procédure est ouverte.

On rappellera aussi que la procédure principale produisant ses effets dans tous les autres pays de l'Union européenne signataires, les décisions rendues à l'égard du débiteur et de son patrimoine dans les autres pays deviennent inopposables au syndic de la procédure principale.

Par décision, il faut entendre donc des décisions rendues dans la procédure principale, puisque seules celles-ci sont susceptibles d'exécution dans les autres Etats membres.

Le texte vise expressément les décisions judiciaires, rendues par l'autorité habilitée par la loi à ouvrir et à contrôler la procédure d'insolvabilité, ce que le Règlement qualifie de « juridiction ». Le Règlement définit celle-ci comme l'organe judiciaire ou toute autre

**autorité compétente d'un Etat membre, habilitée à ouvrir une procédure d'insolvabilité et à prendre des décisions au cours de cette procédure (Règl. art.2 d).**

**Cela exclut naturellement certaines décisions : les décisions prises par le débiteur alors même que celui-ci peut continuer à gérer son entreprise s'il n'est pas en liquidation, les décisions du syndic, bien que celles-ci s'insèrent dans la procédure, ainsi que les décisions qui seraient prises par un créancier ou par le syndic d'une autre procédure ouverte contre le débiteur dans un autre Etat. Sont aussi exclues les décisions prises par les actionnaires, même si elle s'insèrent dans la procédure d'insolvabilité.**

**On peut aussi considérer sans doute que cette disposition du Règlement ne concerne que les droits et les biens de nature patrimoniale du débiteur, bien que cela ne soit pas exprimé. Si cette interprétation est juste, il faudrait exclure les décisions prononçant une interdiction d'exercer contre un dirigeant fautif, une condamnation pécuniaire contre un débiteur, ainsi que les sanctions pénales.**

**Concernant les décisions prises par les créanciers, l'une d'elles entre bien dans le champ d'application, c'est la décision adoptant un concordat, mais à la condition que ce concordat ait été approuvé par une juridiction compétente : l'homologation de cette juridiction permet d'assimiler le concordat voté par les créanciers à une décision judiciaire.**

**Le Règlement applique aussi cette disposition aux décisions relatives aux mesures conservatoires qui auraient pu être prises entre la demande d'ouverture de la procédure d'insolvabilité (sous-entendu : la procédure dont l'exécution est poursuivie) et la décision d'ouverture elle-même. Bien que cela ne soit pas exprimé, il faut là encore considérer que seules des décisions judiciaires sont concernées.**

**Enfin cette disposition est déclarée applicable aux décisions qui dérivent directement de la procédure d'insolvabilité et qui s'y insèrent étroitement, même si elles sont rendues par d'autres juridictions. On retrouve ici le critère dégagé par la Cour de Justice des Communautés européennes pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 27 septembre 1968, relatif aux procédures exclues de son champ d'application par cette disposition (CJCE 22 févr. 1979, Rec. CJCE, p. 733).**

**Toutes les décisions qui répondent à ces conditions sont donc concernées, quel que soit leur objet : la vente d'un bien, la condamnation d'un tiers débiteur à payer une dette au syndic, la poursuite d'un contrat, la fermeture d'un établissement, le licenciement de salariés, ou la poursuite d'une instance judiciaire, etc..**

**Une question se pose ici : A l'égard des biens du débiteur localisés dans un autre Etat que l'Etat d'ouverture (biens immobiliers, biens mobiliers, comptes bancaires , participations dans des sociétés), quelles initiatives sont ouvertes au syndic ? Peut-il choisir de demander l'exequatur d'une décision judiciaire rendue par la juridiction chargée de la procédure d'insolvabilité, ou engager une action devant le tribunal d'une autre Etat pour mieux atteindre le but recherché (adéquation des mesures d'exécution, proximité du bien, connaissance de la valeur du bien, assistance de praticiens locaux) ?**

Notre préférence va à la première solution, qui présente moins d'aléas, le syndic connaît mieux la loi applicable dans l'Etat d'ouverture qu'une loi étrangère.

## **2. LES LIMITES.**

Le Règlement communautaire n'a pas opté totalement pour l'universalité de la faillite malgré la volonté de faciliter l'exécution et la mise en oeuvre des procédures principales. Plusieurs dispositions limitent les pouvoirs du syndic de la procédure principale, et ces limites trouvent évidemment à s'appliquer lors de la mise à exécution des décisions judiciaires rendues dans le cours d'une procédure d'insolvabilité.

À cet égard, on citera les différentes limitations apportées, dont chacune mériterait un examen approfondi.

Les pouvoirs d'exécution sur les biens, reconnus au syndic de la procédure principale sont expressément limités par l'obligation de respecter la loi de l'Etat où l'exécution est poursuivie, « en particulier quant aux modalités de réalisation des biens » (Règl. art. 18.3).

Le Règlement a également réservé l'application d'une autre loi que celle de l'Etat d'ouverture, en particulier par une règle importante protégeant les droits réels des tiers inscrits sur des biens du débiteur situés dans un autre Etat que l'Etat d'ouverture (Règl. art. 5 ). À cet égard, il va de soi que l'exécution d'une décision prévoyant la saisie du bien ou sa vente ne pourrait porter préjudice aux créanciers garantis. Une règle similaire protège le fournisseur d'un bien vendu sous réserve de propriété (Règl. art. 7). De plus plusieurs règles de conflit de lois obligent le syndic à combiner, en cas de mise à exécution , la loi de l'Etat d'ouverture et d'autres lois susceptibles de limiter ses pouvoirs. Il suffit d'évoquer ici une loi qui contiendrait une liste de biens non saisissables plus large que la règle comparable prévue par la loi de l'Etat d'ouverture.

De même, en réservant l'application de la loi du lieu de situation d'un bien immobilier (Règl. art. 8), du lieu d'enregistrement d'un droit (Règl. art. 11, le Règlement impose une combinaison des lois applicables, limitant, de droit comme de fait, les pouvoirs du syndic de la procédure étrangère.

Le Règlement prévoit aussi la possibilité d'ouvrir une procédure secondaire, du moment que le débiteur exploite un établissement. Or l'ouverture d'une telle procédure limite nécessairement l'effectivité de la procédure principale (Règl. art. 17.1). Si une telle procédure secondaire est ouverte, la reconnaissance de la procédure étrangère principale se traduit par les mesures de coordination énumérées au Chapitre III du Règlement communautaire, mais il s'agit alors de règles substantielles et non plus de règles d'exequatur autonomes.

Des limites ont également été apportées par une réserve générale d'ordre public : « Tout Etat membre peut refuser de reconnaître une procédure d'insolvabilité ouvertes dans un autre Etat membre ou d'exécuter une décision prise dans le cadre d'une telle procédure, lorsque cette reconnaissance ou cette exécution produirait des effets manifestement contraires à son ordre public » (Règl. art. 26). Il va de soi que l'exécution d'une décision

étrangère ne pourrait porter atteinte gravement à des règles touchant à l'ordre public, tels que le conçoit l'Etat du lieu d'exécution. Ainsi, la décision emportant la vente de biens d'un débiteur non commerçant pourrait être jugée contraire à l'ordre public d'un Etat qui ne reconnaîtrait pas la possibilité d'ouvrir une procédure d'insolvabilité contre un tel débiteur.

Le Règlement donne ici une illustration particulière de l'ordre public, en précisant que les Etats membres ne sont pas tenus de reconnaître ou d'exécuter une décision rendue dans une procédure étrangère, qui aurait pour effet de limiter la liberté individuelle ou le secret postal. Cette règle pourrait-elle empêcher le syndic de la procédure de se faire remettre le courrier destiné au débiteur et adressé à ce débiteur dans une succursale étrangère ? Si le secret postal devait pouvoir être opposé au syndic, le débiteur ne manquerait pas de se faire adresser les courriers qui lui sont destinés dans un autre Etat que l'Etat d'ouverture.

### **3. COMMENT METTRE A EXECUTION DES DECISIONS RENDUES ?**

À cette question, le Règlement communautaire donne une réponse apparemment simple : « Les décisions sont exécutées conformément aux articles 31 à 51 (à l'exception de l'article 34 §2 ) de la Convention de Bruxelles.. ». En excluant l'article 34 §2, le texte faisait prévaloir les conditions de reconnaissance et d'exécution propres aux procédures d'insolvabilité. Cela concerne la compétence internationale de la juridiction étrangère, la désignation du syndic, la qualification de la procédure étrangère en tant que procédure principale ou secondaire, l'absence de contrariété manifeste à l'ordre public, et l'absence d'une procédure d'insolvabilité locale.

Cette règle, directement reprise du texte de la Convention élaborée en 1995, alors que la Convention de Bruxelles était en vigueur, a pour objet de renvoyer l'exequatur des décisions rendues dans le cours d'une procédure d'insolvabilité aux règles de procédure de la convention générale.

Mais le paysage a changé. La Convention de Bruxelles a été remplacée, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2002, par le Règlement n° 44/2000 du 22 décembre 2000, adopté par le Conseil de l'Union européenne, et qui remplace entre les Etats membres la Convention de Bruxelles (Règl. n° 44/2000, art. 68.1). Or ce Règlement a précisément modifié sensiblement les conditions de délivrance de l'exequatur : désormais, le juge de l'Etat requis procède à un contrôle formel de la décision étrangère et constate son caractère exécutoire, mais le contrôle des conditions d'exécution n'est mis en oeuvre qu'a posteriori si le débiteur conteste l'exécution (Règl. n° 44/2000 art. 41, 43 et 53).

La question que nous devons poser ici est importante pour les praticiens.

Le renvoi opéré à la Convention de Bruxelles est-il applicable, ou faut-il appliquer les dispositions correspondantes du Règlement du 22 décembre 2000 ?

On notera que le Règlement lui-même ne comporte aucune indication dans les Considérants qui précèdent ses dispositions.

**En faveur de l'application littérale du renvoi à la Convention de 1968 on peut citer plusieurs arguments.**

**Le Règlement du 22 décembre 2000 exclue formellement, comme le faisait la Convention de 1968, les faillites, concordats et autres procédures analogues (Règl. n° 44/2000 art. 1<sup>er</sup>).**

**Il précise de manière formelle qu'il « ne préjuge pas de l'application des dispositions qui dans des matières particulières règlent la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et qui seraient contenus dans les (autres) actes communautaires » (Règl. n° 44/2000 art. 67 ; en ce sens aussi, le Considérant n° 25, qui mentionne les matières spéciales régies par d'autres conventions).**

**Enfin, la nécessité d'exercer un véritable contrôle préalable sur les décisions étrangères ne surprendra pas les praticiens. Si les décisions rendues par les juridictions d'Etats proches ou aux systèmes juridiques analogues peuvent être connues et comprises par le juge de l'Etat requis, il en va différemment lorsque la loi étrangère et les pouvoirs du syndic sont largement inconnus. La « confiance mutuelle » (citée par le Considérant n° 22 du Règl. du 29 mai 2000) n'exclut pas un minimum de contrôle.**

**En faveur d'un renvoi au Règlement du 22 décembre 2000, on peut citer la finalité de la règle adoptée en 1995 qui était de rendre applicable aussi largement que possible les règles générales relatives à l'exécution des décisions entre les Etats membres.**

**On peut également citer la complexité qui serait créée par une application distributive du Règlement du 22 décembre 2000 ou de la Convention du 27 septembre 1968, selon que la décision étrangère sera jugée intimement liée à la procédure d'insolvabilité ou détachable de celle-ci.**

**Les Etats membres signataires ont dû choisir entre les deux interprétations, et plusieurs d'entre eux ont opté pour une application du Règlement du 22 décembre 2000.**

**Les commentateurs autorisés font volontiers la même analyse, en prenant en considération la finalité de la règle (« *This presumably should now be read as referring to Articles 38 to 58, except for Article 45(2) of the Regulation on civil jurisdiction and judgments* » ; *G. Moss and T. Smith*).**

**Dans une circulaire d'application destinée aux tribunaux le gouvernement français a opté pour la première interprétation, dans le souci de garantir un contrôle effectif des décisions étrangères.**

**Il nous semble que ces difficultés devraient se résoudre : d'abord par une harmonisation de l'article 25 du Règlement du 29 mai 2000, qui devrait renvoyer sans équivoque au Règlement communautaire ayant remplacé la Convention de Bruxelles. Ensuite par une interprétation, qui sera attendue, de la Cour de Justice des Communautés européennes. Enfin par une interprétation raisonnable du contrôle formel exercé par le juge sur les décisions étrangères qui lui sont présentées : compte tenu des effets des décisions étrangères rendues en matière de procédures d'insolvabilité, le juge devra nécessairement tenir compte, aujourd'hui comme avant, de l'objet de la décision étrangère. Il devra s'assurer si la procédure étrangère (dans le cadre de laquelle la décision présentée a été rendue) est une procédure principale ou secondaire, si l'auteur de la demande est bien le**

**syndic habilité de la procédure étrangère, si aucune procédure locale n'est ouverte, et si les effets de la décision étrangère peuvent être raisonnablement mis en oeuvre.**

**Le contrôle formel auquel le juge est invité n'exclut pas cette vérification minimum. Accorder sans contrôle un certificat exécutoire à la décision étrangère aurait des effets trop graves non seulement sur le débiteur, comme dans une procédure individuelle, mais aussi sur l'ensemble de ses partenaires, sur les créanciers locaux et notamment l'administration fiscale, sur le crédit, sur l'emploi et sur le sort de l'entreprise concernée.**

**Ensuite, il est aussi possible de poser la question des initiatives prises par un créancier contre le débiteur dans un autre Etat que l'Etat d'ouverture ? Comment le syndic doit-il agir contre les actions individuelles poursuivies contre le débiteur malgré la reconnaissance de la décision étrangère ?**

**Il semble que le syndic devrait agir de préférence devant les juridictions de l'Etat où la poursuite a été engagée, afin que celle-ci soit rendue inopposable à la procédure d'insolvabilité de la manière conforme à la loi applicable et la plus efficace.**

**RECOGNITION AND ENFORCEABILITY OF JUDGMENTS  
RELATING TO INSOLVENCY PROCEEDINGS  
(ARTICLE 25 OF THE REGULATION OF 29 MAY 2000)**

*Jean-Luc Vallens*

*Judge, Associated professor  
Robert-Schuman University (Strasbourg)*

Article 25 of the European Regulation No 1346/2000 of 29 May 2000 sets out rules for the recognition and enforcement of judgments "concerning the course and closure of insolvency proceedings" ordered by any jurisdiction within the European Union Member States.

The recognition provided for under Article 25 is simply the application of the principle of legal (*ipso jure*) recognition of the judgment opening the proceedings, provided for in Article 16 of the Regulation.

Enforcement, however, is subject to particular provisions that refer, for the *exequatur*, to the provisions of the Brussels Convention of 27 September 1968.

## 1. WHAT IS A JUDGMENT ?

We have to assume, first of all, that this term does not relate to the judgment opening the proceedings, whose recognition and effectiveness are established under Articles 16 and 17, with different effects according to whether the proceedings are opened as main or as territorial proceedings; it will be recalled that only the main proceedings, opened in the centre of the debtor's main interests, are universal, i.e. effective in all the other Member States, whereas territorial proceedings are effective only on the assets located in the territory of the State where the proceedings are opened.

It will also be recalled that, as the main proceedings are effective in all the other European Member States, judgments concerning the debtor and his or her assets in the other countries are unenforceable against the liquidator of the main proceedings.

The term "judgment", therefore, means any judgment given in the main proceedings, since only these are enforceable in the other Member States.

The text expressly refers to judgments given by any authority, termed "courts" in the Regulation, entitled by law to open and supervise insolvency proceedings. The Regulation defines a court as a "judicial body or any other competent body of a Member State empowered to open insolvency proceedings or to take decisions in the course of such proceedings"(EIR, art.2 d).

**This obviously excludes certain decisions: decisions taken by the debtor, even though the latter can continue to manage a company if it is not in liquidation; decisions of the liquidator, although these form part of the proceedings; and any decisions by creditors or the liquidator in other pending proceedings against the debtor in another jurisdiction. Decisions taken by shareholders are also excluded, even if they form part of the insolvency proceedings.**

**It may also be argued that this provision refers only to the debtor's proprietary rights and assets, although that is not explicitly stated. According to this interpretation, decisions to suspend a manager from practice or to fine a debtor should also be excluded, as should criminal penalties.**

**As to decisions taken by creditors, one particular category is included in the scope of application of the Regulation, namely decisions adopting a composition, provided that this legal settlement has been approved by a competent court; confirmation by the court permits the composition voted by the creditors to be treated as a court order.**

**The Regulation also applies this provision to decisions relating to preservation measures that could have been ordered during the period between the application for opening of proceedings (i.e. the proceedings whose enforcement is requested ) and the actual decision to open the proceedings. Although not stated explicitly, it should still be considered that this refers to court orders only.**

**Finally, the provision is declared applicable to decisions deriving directly from the insolvency proceedings and closely linked to them, even if they are ordered by other courts. Relevant here is the criterion stated by the Court of Justice of the European Communities for the application of article 1 of the Brussels Convention of 27 September 1968, relating to matters excluded from its scope by this provision (CJCE 22 Feb. 1979, Rec. CJCE, p. 733).**

**All decisions meeting these conditions are thus included, whatever their object: sale of assets, order for a third party debtor to pay a debt to the liquidator, continuation of a contract, closing of a business, dismissal of employees, continuation of a lawsuit, and so forth.**

**A question arises here as to what options are open to the liquidator as regards assets of the debtor located in a State other than the State where the proceedings were opened (real estate, movable assets, bank accounts, shares in foreign companies)? Can he or she choose to file for enforcement of a judgment handed down by the court having jurisdiction over the insolvency proceedings, or else to bring proceedings before the court of another Contracting State in order to better achieve the desired effect (suitability of enforcement measures, proximity of the assets, knowledge of the value of the assets, assistance of local practitioners)? Our preference is for the first solution, as it presents fewer risks, the liquidator being more familiar with the applicable law in the State where the proceedings are opened than with a foreign law.**

## **2. LIMITATIONS.**

**The EIR did not entirely opt for universality of bankruptcy despite the will to facilitate enforcement and implementation of the main proceedings. Several provisions limit the powers of the liquidator in the main proceedings, and these limitations obviously apply at the time of the enforcement of the court orders given in the course of proceedings. I will now cite these various limitations, each of which would deserve more detailed examination.**

**The enforcement powers over the debtor's assets, conferred on the liquidator in the main proceedings, are expressly limited by the obligation to comply with the law of the State where the liquidator intends to take action, "in particular with regard to procedures for the realisation of assets" (EIR art. 18.3).**

**The Regulation also upheld the application of a law other than that of the State of opening, in particular by an important rule protecting the rights in rem of third parties with respect to assets of the debtor located in a State other than the State where proceedings are opened (EIR art. 5). It goes without saying that the enforcement of a decision providing for the seizure or sale of any asset cannot prejudice the secured creditors. A similar rule protects the seller of an asset sold with reservation of title (EIR art. 7). Moreover, several rules concerning conflict of laws make it compulsory for the liquidator to combine, in the event of enforcement, the law of the State of opening and other laws likely to limit his powers. It is sufficient here to mention a hypothetical law setting out a broader list of non-seizable assets than allowed by the comparable rule provided by the law of the State where the proceedings are opened**

**In the same way, by reserving the application of the law of the location of immovable property (EIR art. 8) and of the location of public registers for specific rights (EIR art. 11), the Regulation imposes a combination of applicable laws, thereby limiting, de jure as well as de facto, the powers of the foreign liquidator.**

**The Regulation also allows for filing secondary proceedings, provided the debtor heads a business. However, the opening of such proceedings necessarily limits the effectiveness of the main proceedings (EIR art. 17.1). If secondary proceedings are opened, recognition of the foreign main proceedings results in the coordination measures listed in Chapter III of the Regulation, but these measures are then substantial rules and no longer autonomous enforcement rules.**

**Limitations were also provided for by a general public policy reservation: "Any Member State may refuse to recognise insolvency proceedings opened in another Member State or to enforce a judgment handed down in the context of such proceedings where the effects of such recognition or enforcement would be manifestly contrary to that State's public policy" (EIR art. 26). Clearly, enforcement of a foreign judgment cannot seriously conflict with public policy, as defined by the State where enforcement is requested. Thus, the decision ordering the sale of a non-merchant debtor's assets could be considered contrary to the**

public policy of a State that does not provide for the possibility of opening insolvency proceedings against such a debtor.

The Regulation gives a particular view of the public policy principle, specifying that Member States “shall not be obliged to recognise or enforce a foreign a judgment [...] which might result in a limitation of personal freedom or postal secrecy” (EIR art. 25.3). Could this rule prevent the liquidator from receiving mail addressed to the debtor and received by the debtor in a foreign branch? If third parties or the debtor could raise postal secrecy against the liquidator, the debtor would not fail to have mail intended for him addressed directly to him in a State other than where the proceedings were opened.

### **3. HOW ARE FOREIGN JUDGMENTS TO BE ENFORCED?**

The Regulation provides an apparently simple answer to that question: “judgments shall be enforced in accordance with articles 31 to 51, with the exception of article 34 (2) of the Brussels Convention”. By excluding article 34 (2), this provision ensures that the specific conditions of recognition and enforcement in insolvency proceedings prevail, i.e. international jurisdiction of the foreign court, the liquidator’s appointment, the classification of the foreign proceedings as main or secondary proceedings, the absence of evident violation of public policy and the absence of local insolvency proceedings .

This rule, taken directly from the text of the Convention drawn up in 1995 when the Convention of Brussels was in force, aims at referring enforcement of judgments handed down in the course of insolvency proceedings to the procedural rules of the general Convention.

But things have changed since then. The Brussels Convention has been replaced, since 1 March 2002, by Regulation No. 44/2000 of 22 December 2000, adopted by the Council of the European Union, replacing between the Member States the Convention of Brussels (ER No. 44/2000, art. 68.1). This Regulation, however, considerably modified the conditions of granting enforcement: the judge in the requested State now formally controls the foreign judgment and grants its enforceability, but control of the conditions of enforcement comes into play only *a posteriori* if the debtor challenges the enforcement order (ER No. 44/2000 arts. 41, 43 and 53).

The following question is important for practitioners.

Is the reference to the Brussels Convention applicable or is it necessary to implement the relevant provisions of the Regulation of 22 December 2000?

It should be noted that the Regulation itself give no indication either way in its Preamble.

Several arguments may be cited in favour of literal application of the reference to the 1968 Convention.

The Regulation of 22 December 2000 strictly excludes, as did the 1968 Convention, bankruptcies, compositions and other similar proceedings (ER No. 44/2000, 1<sup>st</sup> art.).

Moreover, it formally specifies that it "shall not prejudice the application of provisions governing jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in specific matters which are contained in Community instruments" (ER No. 44/2000, art. 67; in this regard, note also preambular paragraph 25, which mentions specific matters governed by other conventions).

Finally, practitioners will readily appreciate the need to exercise genuine preliminary control over foreign judgments. While judgments handed down by similar State courts or courts of countries belonging to similar legal systems can be known and understood by the judge of the requested State, the situation may be quite different when the foreign law and the powers of the liquidator are largely unknown. "Mutual confidence" (see the Preamble of the EIR No. 22) does not exclude a minimum of control.

In favour of a reference to the Regulation of 22 December 2000, one might mention the purpose of the rule enacted in 1995, which was to make as broadly applicable as possible the general rules relating to enforcement of judgments between the Member States. Mention might also be made of the complexity that would result from a distributive application of the Regulation of 22 December 2000 or the 1968 Convention, according to whether the foreign judgment is considered to be closely related to insolvency proceedings or separable from it.

The Member States had to choose between two interpretations, and several chose an application of the Regulation of 22 December 2000.

The authorized commentators swiftly arrive at the same analysis, taking into account the purpose of the rule (*"This presumably should now be read as referring to Articles 38 to 58, except for Article 45(2) of the Regulation on civil jurisdiction and judgments"*; *G Moss and T Smith*).

In an application circular intended for the courts, the French Government chose the first interpretation, with the aim of guaranteeing effective control over foreign judgments.

Our view is that these difficulties can be solved: initially, through harmonization of Article 25 of the Regulation of 29 May 2000, which should refer unambiguously to the Community Regulation that replaced the Brussels Convention; and subsequently through an interpretation, to be awaited, of the Court of Justice of the European Communities. In the final instance, the solution lies in a reasonable interpretation of the formal control exercised by the judge over foreign judgments presented to him or her; inevitably, given the effects of foreign judgments handed down concerning insolvency proceedings, the judge will still, as in the past, have to take into consideration the aim of the foreign judgment. The judge will have to ascertain whether the foreign proceedings (within whose framework the judgment was given) are main or secondary proceedings, whether the applicant is the appointed liquidator in the foreign insolvency proceedings, whether any local proceedings are open and whether the effects of the foreign judgment can be reasonably implemented.

The formal control that the judge is invited to exercise does not exclude these basic checks.

**The effects of granting an enforcement order for a foreign judgment, without any prior control, would be altogether too serious not only on the debtor, as in individual proceedings, but also on all his or her partners, on local creditors, in particular tax authorities, and on matters of credit and employment, as well as the fate of the company involved.**

**A question then arises as to the initiatives taken by a creditor against the debtor in a State other than the State where the proceedings are opened. How is the liquidator to act against individual actions taken against the debtor notwithstanding the recognition of the foreign judgment?**

**Evidently, the liquidator's preferred recourse should be to the courts of the State where the legal action was engaged, so that the latter is rendered unenforceable with respect to the insolvency proceedings, in accordance with the law that is applicable and most effective.**